Résolution 25 (1953)[1]

Avis sur le quatrième rapport annuel de l'OECE

Assemblée parlementaire

1. L'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe remercie l'O.E.C.E. de lui avoir soumis son 4ème rapport annuel, pour examen. Elle note avec intérêt que les Etats-Unis et le Canada ont joué dans la préparation de ce rapport un rôle entièrement semblable à ceux des pays membres de l'O.E.C.E. et exprime l'espoir que la coopération entre ces nations et les pays d'Europe occidentale continuera à se développer a l'avenir. L'Assemblée Consultative regrette néanmoins que ce rapport n'ait pas été traduit en un plan d'action concret et espère que lorsque celui-ci aura été établi, il sera accepté et mis en pratique dans le même esprit de coopération

2. L'Assemblée Consultative note avec une particulière satisfaction le progrès général réalisé en quatre ans depuis le début du Plan Marshall. Avec l'appui généreux du peuple américain les pays d'Europe occidentale ont par leur action commune restauré leur économie après la guerre. De vastes programmes d'investissements ont été entrepris; la production industrielle a dépassé les niveaux de 1938; les échanges intraeuropéens ont été rétablis grâce à la fois à la politique de libéralisation et à l'établissement d'un système de paiements dépassant les limites de l'Europe occidentale proprement dite; le déficit annuel en dollars a été réduit de plus de 7 milliards en 1947 à 2 milliards et demi.

3. Malgré ces progrès, il n'y a cependant pas lieu d'exprimer une satisfaction exacerbée. La situation présente est précaire et un dangereux déficit en dollars subsiste. En essayant d'équilibrer leurs échanges en devises fortes, certaines nations européennes ont estimé devoir prendre des mesures telles que de réduire leurs échanges intraeuropéens, de ralentir leur réarmement, de diminuer leur programme d'investissements et de s'engager dans des politiques de déflation qui ont arrêté l'augmentation de leur production et amené dans certains cas à laisser inemployées certaines forces productives.

4. Dans des circonstances aussi graves, l'Europe doit, ainsi que le demande le rapport, être prête a faire un effort maximum pour retrouver aussitôt que possible son indépendance économique. Aucune mesure prise isolément ne peut résoudre ce problème. La période d'inflation est terminée dans la plupart des pays européens et, dans la situation actuelle, les politiques de déflation peuvent trop facilement être menées si loin que l'équilibre social et la politique de plein emploi en soient affectés, et que le niveau de la production tombe. Les nations européennes doivent adopter une politique sélective d'investissements donnant une priorité à la production de charbon, d'énergie, d'acier, de biens d'équipement et de produits alimentaires, ayant recours pour cela à tout moyen approprié qu'il s'agisse de mesures fiscales, monétaires ou directes. La mobilité des capitaux doit être accrue en Europe et les capitaux nouveaux attirés de l'extérieur par des mesures appropriées prises de concert par tous les pays de 1'O.E.C-E. H convient que les obstacles qui s'opposent aux échanges intraearopéens soient résolument attaqués et aussi que les prix européens, puissent supporter la concurrence sur les marchés extraeuropéens, grâce notamment à une productivité accrue, grâce aussi dans certains cas à une politique de changes plus souple. Il convient d'intensifier la politique d'exportations non seulement vers les Etats-Unis mais également vers le Canada et le reste de la zone dollar.

5. Si le problème du dollar ne peut être résolu par l'Europe seule, il ne peut non plus être résolu d'une façon satisfaisante dans le cadre d'échanges bilatéraux. L'Assemblée accueille donc avec satisfaction l'importance attachée par l'O.E.C.E. au rétablissement d'un système d'échanges triangulaires entre l'Amérique du Nord, l'Europe et les pays sous-développés du monde. L'Assemblée estime que l'élévation du

1. Cette Résolution a été adoptée par l'Assemblée au cours de sa trente-deuxième séance, le 16 Janvier 1953 (Voir Doc. 102, rapport de la commission des Questions économiques).

niveau de vie des peuples de ces pays et la sauvegarde de leur économie est en effet un devoir pour tous ceux dont le niveau de vie est plus élevé. Elle désire souligner l'Importance politique de cette tache et en même temps les moyens qu'elle offre de résoudre le problème de la pénurie mondiale de dollars. Cette conception, qui est à la base même des propositions connues sous le nom de "Plan de Strasbourg", doit imprimer aux relations mondiales une nouvelle impulsion sur le plan moral aussi bien que dans le domaine économique.

6. Les nations européennes ont des responsabilités spéciales dans ce domaine. Celles qui ont des liens constitutionnels avec certains pays sous-développés ont déjà investi des capitaux considérables outre-mer. Ces investissements pourraient être accrus, s'il était possible aux pays européens sans responsabilités politiques outre-mer de participer à cet effort. L'Assemblée Consultative a déjà exprimé le point de vue que la création d'une Banque européenne des Investissements pour les territoires d'outre-mer constituerait la meilleure méthode pour assurer cette participation sans mettre en cause le statut politique des pays d'outre-mer. Il serait également possible d'attirer les capitaux en quantités plus grandes encore en étendant le système des accords multilatéraux complétés par certaines mesures telles que la constitution sur une base internationale de stocks de sécurité.

7. L'Europe a donc un rôle à jouer mais le champ est trop vaste pour qu'elle le couvre seule. La mise en valeur des pays sous-développés ne peut progresser sans la participation de capitaux américains sous forme de dons, de prêts publics ou d'investissements privés garantis de façon adéquate contre les risques non commerciaux. Au fur et à mesure que les dépenses de réarmement se stabilisent il sera possible de consacrer à cette tâche de développement une proportion croissante des ressources du monde libre. Mais le problème du déficit en dollar suppose encore pour être résolu que les dollars envoyés outre-mer ne soient pas "liés" a des achats aux Etats-Unis, mais puissent être dépensés en Europe. De même il est impossible de restaurer un système d'échanges triangulaires si les Etats-Unis ne sont pas prêts a accepter plus de biens en provenance du monde extérieur et pour cela à réviser leur politique en matière d'importation ainsi qu'en matière de fret maritime. Sans une action de ce genre de la part des Etats-Unis, on n'a pas d'espoir de revenir au multilatéralisme et le monde occidental a devant lui un avenir économique incertain.

8. En bref, seul un effort concerté de la part de l'Europe, des pays d'outre-mer et de l'Amérique permettra de résoudre les problèmes économiques actuels. Le rapport de l'O.E.C.E., les conclusions de la Conférence du Commonwealth et le "Plan de Strasbourg" sont d'accord sur une même orientation. Il est essentiel que les gouvernements qui ont accepté unanimement le rapport de l'O.E.C.E. en mettent en vigueur les recommandations de façon concertée et rapide, car le problème est urgent. C'est seulement à ce prix que le potentiel de production de chaque pays sera pleinement utilisé au bénéfice du monde libre tout entier.